



V I L L E D E G U I P A V A S

**ETUDE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SERVITUDE DE PASSAGE DES PIETONS
LE LONG DU LITTORAL SUR LA COMMUNE DE GUIPAVAS**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE CONSULTATION
(RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 15 JUILLET 2025, 12H00

REGLEMENT DE CONSULTATION

S O M M A I R E

Article 1er – Objet de la mise en concurrence	3
Article 2 – Conditions de la mise en concurrence	3
2.1 Etendue et mode de la consultation	3
2.2 Décomposition en lots	3
2.3 Délais et durée d'exécution	3
2.4 Modifications de détail au dossier de consultation	3
2.5 Délai de validité des offres	3
2.6 Obtention du dossier	6
Article 3 – Présentation des offres	3
Article 4 – Jugement des offres	4
Article 5 – Conditions d'envoi ou de remise des offres	5
Article 6 – Renseignements complémentaires	5
Article 7 – Voies de recours	5

ARTICLE 1ER – OBJET DE LA MISE EN CONCURRENCE

La présente consultation concerne la réalisation d'une étude sur la mise en œuvre de la servitude de passage des piétons le long du littoral sur la commune de Guipavas.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA MISE EN CONCURRENCE

2.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente mise en concurrence est passée en procédure adaptée avec négociation, conformément aux articles R. 2123-1 à R.2123-5 du Code de la commande publique (CCP).

2.2 – Décomposition en lots

Le présent marché n'est pas alloti mais fait l'objet d'un fractionnement en tranches :

- tranche ferme comprenant :
 - L'étude de la mise en œuvre de la servitude de passage des piétons le long du littoral (SPPL) sur la commune de Guipavas – secteur du Douvez ;
 - L'évaluation des incidences du projet de tracé de la SPPL sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire protégés au titre de Natura 2000.
- tranche optionnelle 1 de la phase 2 :
 - Etude technique de stabilité des sols en cas de secteurs identifiés et estimation des dépenses afférentes sur les tronçons 1 et 2.
- tranche optionnelle 2 de la phase 2 :
 - Présentation des mesures de suppression / réduction des effets notables dommageables et estimation des dépenses afférentes sur les tronçons 1 et 2.

La mission comporte les phases suivantes :

- Réunion de lancement de l'étude
- Phase 1 : élaboration des documents de travail
- Phase 2 : élaboration des documents d'enquêtes publiques
- Phase 3 : élaboration des documents définitifs d'approbation
- Participation aux réunions d'études.

2.3 – Délais et durée d'exécution

La durée prévisionnelle du marché est de 2 ans et 4 mois : il s'agit du délai global imparti au titulaire pour la totalité de la mission jusqu'au dossier définitif d'approbation.

S'il le juge nécessaire, le candidat pourra proposer dans son offre un ajustement du calendrier prévisionnel, pour tout ou partie des missions décrites ci-dessus dans le respect du délai fixé pour la fin de l'étude.

L'étude commencera à compter de la date de notification du marché.

2.4 – Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation ainsi que des renseignements complémentaires éventuels portant sur le cahier des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter de modification au dossier de consultation.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120 jours) à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.6 – Obtention du dossier

Le dossier de consultation est disponible sur les sites :

<http://www.guipavas.bzh> ou <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.
Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes (*Art. R2142-3 et R2143-3 à 16 du Code de la Commande publique*) :

Les déclarations ou attestations sur l'honneur

- > Déclaration du candidat (imprimés DC1 ou DC2) dûment complétée ou DUME.
- > Une adresse électronique valide et régulièrement consultée.
- > Déclaration sur l'honneur, justifiant d'avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales lui incombant
- > Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
- > Déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet d'une interdiction à concourir.
- > Documents ou attestations figurant aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 et D8254-2 à 5 du code du travail.
- > Attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail.

Les références et capacité de leur entreprise :

- > Attestation d'assurance RC
- > Attestation d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil
- > Carte de qualification professionnelle souhaitée
- > **Références récentes (> 2022) sur les principales études réalisées**
- > Moyens en personnel et en matériel devant être mis en œuvre pour l'exécution du présent marché

L'usage des formulaires existants (déclaration du candidat DC 1, DC 2 ou DUME) n'est pas obligatoire, mais facilite grandement la présentation des candidatures.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

L'offre comprenant :

Un projet de marché

Un acte d'engagement (AE)

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.

Le devis

Le mémoire technique

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

Il sera procédé dans un premier temps, à l'examen des candidatures recevables du point de vue de la situation administrative, puis des capacités professionnelles et financières des candidats. Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à 12 du Code de la Commande publique.

L'attention est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

1. Le prix des prestations (pondération = 40 %)

Ce critère sera apprécié grâce au devis

2. La valeur technique (pondération = 60%)

Elle sera appréciée en fonction de plusieurs sous-critères, notamment :

- Composition de l'équipe : 20 %
- Note méthodologique : 20 %
- Planification et délais : 20 %

Tous ces éléments devront être énoncés par le candidat dans son mémoire technique.

Choix du titulaire :

Le candidat désigné par décision de Monsieur le Maire, pris par délégation du Conseil Municipal, disposera d'un délai maximum de 10 jours francs à compter de la réception du courriel l'informant que son offre est retenue, pour fournir à l'acheteur l'ensemble des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, justifiant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales qui lui incombent.

A défaut de la fourniture de ces certificats dans le délai indiqué ci-dessus, son offre pourra être rejetée par la collectivité sans mise en demeure. Le candidat classé second par la Commission d'Appel d'Offres pourra se voir attribuer le marché, sous réserve qu'il respecte lui-même les obligations indiquées dans le paragraphe précédent.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

La date limite de réception des offres est fixée au : 15 juillet 2025 à 12h00

Attention : Les offres seront **obligatoirement transmises par voie électronique via le profil d'acheteur Mégalis Bretagne à l'adresse suivante : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh/>**

Toute offre papier sera rejetée.

L'heure limite retenue pour la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été ouverts et le candidat en sera informé. En cas de réception de plusieurs offres par un seul et même candidat, la collectivité n'ouvrira que la dernière offre. Les offres précédentes ne seront pas ouvertes et le candidat en sera avisé.

La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Le candidat peut choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique de type RGS, conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Les formats de signature électronique acceptés sont : **XAdES, PAdES, CAAdES.**

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute demande de renseignements complémentaires, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres via la plate-forme : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Une réponse écrite sera alors adressée à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation

ARTICLE 7 – VOIES DE RECOURS

> **Instance chargée des procédures de recours :**

Tribunal administratif de Rennes – 3 contour de la Motte - 35000 Rennes.

Tél. 02.23.21.28.28 / Télécopieur : 02.99.63.56.84 / « Télérecours citoyen » : www.telerecours.fr

> **Organe chargé des procédures de médiation :**

Comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics – 6 quai Ceineray – B.P. 33515 – 44035 Nantes.

Tél. : 02.40.08.64.33

> **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

Greffe du Tribunal administratif de Rennes.